

Haut-Karabakh : premières leçons d'une paix russo-turque

Source [institutmontaigne.org] Lorsque fin septembre les forces azerbaïdjanaises ont lancé leur offensive sur le Haut-Karabakh, Bakou disposait d'un soutien puissant de la Turquie et d'un assentiment au moins implicite du Kremlin.

Il est facile de dire rétrospectivement qu'une reprise du conflit était inévitable. Mais il est vrai que le rapport des forces avait évolué depuis plusieurs années en faveur des Azerbaïdjanais, aux coffres remplis grâce aux hydrocarbures, aux arsenaux modernisés du fait notamment de l'achat d'équipements sophistiqués à la Turquie (drones en particulier), mais aussi à la Russie. Les Arméniens, mal gouvernés, n'ont pas voulu voir qu'ils avaient intérêt à faire des concessions tant que la situation leur était favorable.

Confiants dans la protection russe, ils n'ont pas compris que le régime de Poutine avait plus d'affinités avec le potentat de Bakou qu'avec leur propre gouvernement issu d'une "révolution de couleur".

Sur le choix du moment, on peut imaginer que l'Azerbaïdjan et ses parrains extérieurs ont bien mesuré l'incapacité des Occidentaux à s'investir dans cette vieille querelle caucasienne, alors qu'une élection décisive se déroulait aux États-Unis et que l'Europe se débat dans de multiples difficultés.

L'accord du 10 novembre qui conclut une guerre de six semaines – plus qu'un armistice et moins qu'un accord de paix – confirme le rôle d'arbitre de la Russie. C'est une force russe de 2 000 hommes qui assurera le respect des lignes de contact. Cet accord consacre la victoire incontestable de l'Azerbaïdjan puisque ce dernier récupère plus de la moitié du Haut-Karabakh et les "sept districts" adjacents que l'Arménie occupait depuis 1994. Bakou obtient aussi la création d'un corridor entre l'exclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan (en territoire arménien) et le territoire de l'Azerbaïdjan.

Les Arméniens doivent renoncer à presque tous leurs gains des années 1990. Il n'est pas certain que le gouvernement de M. Pashinyan y survive. L'Arménie considère en outre qu'elle a été trahie par la Russie, mais c'est en fait plus que jamais de la protection russe que dépend sa survie. On peut dire qu'une véritable crise existentielle est devant elle.

La Turquie n'apparaît pas officiellement dans l'accord, mais elle en est l'un des principaux bénéficiaires. Elle ne pourra pas, à la différence de la Russie, déployer des troupes sur le terrain, comme l'auraient souhaité ses alliés azéris. Mais son prestige dans la région sort grandi de l'opération, ainsi que la réputation de ses armes. Elle se voit reconnaître par Moscou une influence *de facto* sur ces anciennes terres ottomanes.

Au passage, la création du corridor entre le Nakhitchevan (qui jouxte la Turquie) et l'Azerbaïdjan permet aux Turcs de disposer d'un "couloir turcophone" les reliant à la mer Caspienne, et donc entre autres à la Belt and Road initiative chinoise.

Un aménagement de la gestion par la Russie de sa zone d'influence

À partir de là, deux lectures de ce qui vient de se passer sont possibles, vu d'Europe et plus généralement vu depuis l'Occident.

La Russie reste l'arbitre, mais reconnaît une place à la Turquie et une réévaluation de la position de l'Azerbaïdjan par rapport à l'Arménie.

Une première interprétation peut consister à minimiser la portée de la crise. Après tout, nul n'a jamais douté de l'influence prépondérante de la Russie dans le Caucase. Le rôle de la Turquie dans la région s'affermis depuis des années. Il était clair que la position de force de l'Arménie ne pouvait durer éternellement, étant entendu par ailleurs qu'en droit international, les territoires disputés relèvent incontestablement de la souveraineté de l'Azerbaïdjan.

Dès lors, certains peuvent considérer le règlement intervenu le 10 novembre comme un simple aménagement du système de gestion par la Russie de sa zone d'influence. Dans cette optique, la force de M. Poutine consiste, plutôt que de vouloir imposer par la force la domination russe, à s'adapter aux nouveaux équilibres : la Russie reste l'arbitre, mais reconnaît une place à la Turquie et une réévaluation de la position de l'Azerbaïdjan par rapport à l'Arménie. S'agissant de la Turquie, la Russie n'est pas allée jusqu'à accepter qu'elle soit partie à l'accord de cessez-le-feu, mais le Président Poutine a multiplié les déclarations ménageant M. Erdogan.

On peut sans doute objecter à cette lecture que des tensions sont inévitables entre intérêts russes et turcs ou que le règlement du 10 novembre n'est pas tenable sur le long terme. C'est possible en effet, mais il faut reconnaître au Président russe qu'il a su établir un nouveau type de relation avec ses alliés – turcs, iraniens, et d'ailleurs à certains égards chinois (de plus en plus présents en Asie Centrale par exemple) –, qui amalgame les éléments de tensions assumées et de compromis patiemment élaborés.

Notons au passage que la République islamique d'Iran, alliée traditionnelle de l'Arménie, a elle aussi dans les derniers jours du conflit pris fait et cause pour l'Azerbaïdjan – sans doute soucieuse d'avoir sa part au moment des comptes et aussi pour tenir compte des sentiments de sa nombreuse minorité azérie. Ironiquement, Israël a également été l'un des principaux partisans - et fournisseurs d'armes - de Bakou depuis le tout début.

Un nouveau changement du statu quo territorial par la force

Ceci étant dit, il est permis d'avoir une autre lecture de la crise et de son épilogue, pas nécessairement contradictoire avec ce qui vient d'être exposé.

Dans cette seconde interprétation, deux éléments doivent être mis en exergue : l'accord du 10 novembre endosse un nouveau changement de frontières en Europe par la force. On peut certainement dire que techniquement il n'y a pas eu modification de frontières, mais personne ne peut nier que nous sommes confrontés à un changement du statu quo territorial, le second en sept ans, après la Crimée en 2013-14, contrairement aux principes de la Charte de Paris de 1990 ; et l'Occident est resté pratiquement inerte pendant le conflit et se trouve évidemment absent de son règlement.

Sur ce dernier point, les Russes n'ont pas caché que l'un des objectifs de leur médiation était de tenir à l'écart les Occidentaux – et plus précisément la France et les États-Unis, qui formellement co-président avec la Russie le "groupe de Minsk", en principe en charge depuis des années de trouver une solution au conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Comme ils l'ont fait en Syrie avec le "processus d'Astana" (Iran, Russie, Turquie), ils ont préféré une structure *ad hoc* avec des acteurs régionaux à une instance reconnue par la communauté internationale.

Retrouvez l'intégralité du dossier sur le site de l'Institut Montaigne [en cliquant ici](#)